

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 21 DECEMBRE 2010**

**Présents :** MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;  
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;  
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., SENECAUT M., LEURIDANT G., MULLER L., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I., MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

GILLARD Stéphane, Secrétaire Communal ff.

La Présidente excuse les membres suivants : ROBETTE- DELPUTTE F. et BREUSE E.

-----  
La Présidente ouvre la séance à 20h00.

Avant l'ouverture des débats, la Présidente demande que soient apportées les modifications suivantes à l'ordre du jour :

- Point 1 de l'ordre du jour : il y a lieu de lire « Approbation du procès-verbal de la séance du 30 novembre 2010 – partie publique – Approbation ».
- Avant ce point, il est proposé de rajouter un point à l'ordre du jour de la présente séance, à savoir « Approbation du procès-verbal de l'Assemblée conjointe du Conseil communal et du Conseil de l'Action sociale du 30 novembre 2010 – Approbation ».
- Point 14 de l'ordre du jour : il y a lieu de lire « Approbation du procès-verbal de la séance du 30 novembre 2010 – Huis-clos – Approbation ».

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Marque son accord, à l'unanimité, sur les modifications à apporter à l'ordre du jour.

### **1. APPROBATION DE L'ASSEMBLEE CONJOINTE DU CONSEIL COMMUNAL ET DU CONSEIL DE L'ACTION SOCIALE DU 30 NOVEMBRE 2010**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, à l'unanimité, le procès-verbal de l'Assemblée conjointe du Conseil communal et du Conseil de l'Action sociale du 30 novembre 2010.

-----

### **2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 30 NOVEMBRE 2010 – PARTIE PUBLIQUE**

La Présidente précise, avant le vote, que les modifications suivantes doivent être apportées au procès-verbal :

- Point 12 du Procès-verbal de la séance du 30 novembre : il convient de lire « Le Conseil communal est informé... », et non « Le Collège communal est informé... ».
- Point 16 du procès-verbal de la séance du 30 novembre : la phrase « Madame SENECAUT demande à la Présidente si suite au changement du mode de passation du marché, le Cahier spécial des charges est toujours d'actualité. La Présidente se tourne à nouveau vers le responsable des marchés qui lui répond affirmativement » est à retirer, car le responsable des marchés n'a pas été interrogé à ce propos. Compte tenu du fait qu'il a été décidé par le Conseil communal, lors de cette séance du 30 novembre 2010, d'adopter le mode de passation de la procédure négociée et non pas de l'adjudication publique pour la procédure de marché public concernée, il s'est avéré nécessaire de modifier le Cahier spécial des charges, d'où le report de ce point à la séance de ce jour (point 12 de l'ordre du jour).

Par ailleurs, Mademoiselle MORCLETTE souligne avec insistance que ses interventions relatives aux points 16, 17 et 19 ne sont pas ou peu retranscrites dans le procès-verbal du 30 novembre, et demande que ses interventions soient ajoutées à ce procès-verbal.

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, par 17 voix pour et 2 abstentions, le procès-verbal de la séance du 30 novembre 2010 – partie publique.

-----

### **3. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE NOTRE DAME DE VACRESSE A HERCHIES – BUDGET 2011 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 29.911,70 euros en recettes et en dépenses.  
L'intervention communale à solliciter s'élève à 15.062,42 euros à l'ordinaire, il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire.

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 1 abstention sur le présent budget.

-----

### **4. FINANCES – LA MUTUELLE DE GARANTIE DES RECEVEURS COMMUNAUX DE BELGIQUE NOUS INFORME QUE LE RECEVEUR COMMUNAL INTERIMAIRE A OBTENU LA CAUTION SOLIDAIRE DE LA MUTUELLE POUR GARANTIR SA GESTION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Est informé de l'obtention, par Monsieur le Receveur communal intérimaire, de la caution solidaire de la mutuelle pour garantir sa gestion.

-----

**5. FINANCES – OCTROI D'UNE DOTATION COMMUNALE 2011 A LA ZONE DE POLICE SYLLE ET DENDRE**

Madame SENECAUT demande si une majoration a été prévue, et si une discussion pourrait être initiée concernant la problématique des ASBL qui engrangent parfois des bénéfices et qui pourraient, occasionnellement, recourir à des services de sécurité privés.

La Présidente lui répond par l'affirmative, et propose de convier lors d'une prochaine séance du Conseil communal, le Chef de corps de la zone de police Sylle et Dendre.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Vu** la Loi du 2 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et notamment les articles 33, 38 à 41, 71 à 84, 88 et 208 qui concernent les questions budgétaires et comptables;

**Vu** la circulaire ministérielle traitant les directives pour l'établissement du budget de police exercice 2011 à l'usage de la Zone;

**Vu** la circulaire ministérielle du 23 septembre 2010 traitant les directives pour l'établissement du budget communal;

**Attendu** qu'une dépense de transfert d'un montant de 685.989,50 euros est inscrite au budget communal de l'exercice 2011, aux fins d'une dotation à la zone de police;

**Décide : à l'unanimité**

**Article unique :** d'octroyer une dotation communale de 685.989,50 euros pour l'année 2011 à la zone de police Sylle & Dendre et de transmettre la présente résolution au Comptable spécial, au Receveur Communal, a.i et aux autorités de Tutelle.

-----

**6. FINANCES – BUDGET COMMUNAL EXERCICE 2011 SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE - APPROBATION**

Le budget communal, exercice 2011, est présenté par la Présidente.

A l'issue de cette présentation, Mademoiselle MORCRETTE demande les raisons pour lesquelles les budgets consacrés aux opérations de déneigement d'une part, à l'achat de fournitures de signalisation d'autre part, ont été revus à la baisse.

La Présidente lui répond.

Mademoiselle MORCRETTE indique également qu'une erreur figurerait au tableau de prévision des subventions 2011, erreur concernant le FC Vacresse, et regrette que, conformément à ce qui avait été proposé par les autorités de tutelle, le montant de subvention n'ait pas été indiqué dans la convention avec le FC Vacresse.

Mademoiselle MORCRETTE s'étonne également qu'aucune location ne soit actuellement indiquée au bénéfice de l'Association ALTEO, ce à quoi la Présidente lui répond qu'à l'heure actuelle, aucune location n'est prévue pour cette Association. Mademoiselle MORCRETTE reçoit encore un éclaircissement de la part de la Présidente concernant l'ASBL Vivadis.

Enfin, Mademoiselle MORCRETTE s'étonne des montants jugés dérisoires pour deux maisons louées actuellement par la Commune de Jurbise, et estime qu'à l'heure où des synergies sont recherchées entre Commune et CPAS, de tels biens immeubles pourraient efficacement être utilisés par le CPAS.

Monsieur MULLER demande la définition du terme « businessplan ».

La Présidente lui apporte les explications recherchées.

Monsieur MULLER relève également une diminution de 2.000 € du budget de la Culture, ce à quoi la Présidente lui précise que cette diminution s'explique par une diminution du budget consacré à la Ducasse de Jurbise.

Monsieur MULLER lit ensuite l'intervention suivante au nom du groupe CDH :

????

Madame SENECAUT fait ensuite de même au nom du groupe PS :

???

Madame SENECAUT fait également part de son avis concernant le manque de politiques à long terme menées par la majorité, prenant notamment en exemple la gestion du Château communal et celle du dossier de la sécurisation des divers bâtiments communaux et du CPAS. Madame SENECAUT pointe également les mesures préconisées par la majorité en place à l'égard des aînés.

Mademoiselle MORCRETTE demande encore si la dotation communale au CPAS sera augmentée en 2011, mais la Présidente et Monsieur DURIEUX, Président du CPAS, lui répondent que la dotation 2011 devrait être identique à la dotation finale sur l'année 2010 (tenant compte de la modification budgétaire). Il est également expliqué que cette dotation est essentiellement rendue nécessaire par la diminution substantielle des

subsidés au CPAS, et rappelé à Mademoiselle MORCRETTE que le membre de son groupe politique au Conseil de l'Action sociale a voté en faveur du budget 2011 du CPAS.

Le budget communal de l'exercice 2011 du service ordinaire clôture aux montants suivants :

### **Recettes du service ordinaire**

	FONCTIONS	PRESTA-TIONS	TRANS-FERTS	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général	500,00	149.892,99	10.500,00	0,00	160.892,99
019	Dette générale		0,00			0,00
029	Fonds		1.455.778,41			1.455.778,41
04020	Compensation de l'exonération du PI - Plan Marshall		0,00			0,00
049	Impôts et redevances	45.500,00	6.203.330,72			6.248.830,72
059	Assurances	12.000,00	12.500,00			24.500,00
123	Administration générale	12.600,00	26.408,93	0,00		39.008,93
129	Patrimoine Privé	3.600,00	1.613,74	26.880,85		32.094,59
149	Calamités		0,00			0,00
369	Pompiers	0,00				0,00
399	Justice - Police	0,00	0,00	0,00		0,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	10.200,00	154.157,56	0,00		164.357,56
599	Commerce Industrie			272.862,00		272.862,00
699	Agriculture	154,00				154,00
729	Enseignement primaire	213.000,00	596.790,75	0,00		809.790,75
739	Enseignement secondaire	0,00	0,00			0,00
767	Bibliothèques publiques	1.000,00	10.439,87			11.439,87
789	Education populaire et arts	80.600,00	6.874,72	0,00		87.474,72
799	Cultes			0,00		0,00
839	Sécurité et assistance sociale	500,00		0,00		500,00
849	Aide sociale et familiale	1.700,00	31.769,94			33.469,94
874	Alimentation - Eaux			8.563,74		8.563,74
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.	250,00	42.199,35		0,00	42.449,35
877	Eaux usées	20.000,00	0,00			20.000,00
879	Cimetières et Protect. Envir.	15.500,00	37.072,77			52.572,77
939	Logement / Urbanisme	0,00	0,00	0,00		0,00
999	Totaux exercice propre	417.104,00	8.728.829,75	318.806,59	0,00	9.464.740,34

	FONCTIONS	PRESTA-TIONS	TRANS-FERTS	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
	Résultat positif exercice propre					
999	Exercices antérieurs					64.422,22
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					9.529.162,56
	Résultat positif avant prélèvement					
999	Prélèvements					187.000,00
999	Total général					9.716.162,56
	Résultat budgétaire positif de l'ex.					1.850,55

### **Dépenses du service ordinaire**

	FONCTIONS	PERSONNEL	FONCTION-NEMENT	TRANS-FERTS	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général		860,00	0,00	8.500,00	0,00	9.360,00
019	Dettes générales				0,00		0,00
049	Impôts et redevances		55.500,00	500,00			56.000,00
059	Assurances	48.000,00	67.000,00		0,00		115.000,00
123	Administration générale	989.980,63	203.911,75	11.100,00	55.932,61		1.260.924,99
129	Patrimoine Privé	0,00	3.650,00		25.609,48		29.259,48
139	Services généraux	0,00	0,00				0,00
149	Calamités				0,00		0,00
360	Protection civile				688,72		688,72
369	Pompiers		0,00	545.026,47	4.880,96		549.907,43
399	Justice - Police	0,00	1.000,00	685.989,50	0,00		686.989,50
499	Communications/cours d'eau	1.030.678,51	348.700,00	3.200,00	492.891,96		1.875.470,47
599	Commerce		3.000,00	31.779,20	0,00		34.779,20
699	Industrie						
699	Agriculture		0,00				0,00
729	Enseignement primaire	915.129,03	428.207,30	1.838,39	275.136,54		1.620.311,26
739	Enseignement secondaire	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
767	Bibliothèques publiques	17.562,86	5.750,00	3.000,00			26.312,86
789	Education populaire et arts	369.724,26	184.190,00	7.154,00	54.659,39		615.727,65
799	Cultes		1.919,25	106.339,72	63.578,45		171.837,42
839	Sécurité et assistance sociale	0,00	17.200,00	1.287.329,94	69.530,73		1.374.060,67
849	Aide sociale et familiale	40.947,30	11.950,00	0,00	0,00		52.897,30
872	Santé et hygiène		7.500,00	30.003,00			37.503,00
874	Alimentation - Eaux		1.500,00		8.563,74		10.063,74

	FONCTIONS	PERSONNEL	FONCTION- NEMENT	TRANS- FERTS	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.	120.320,38	199.650,28	477.375,27	35.668,99		833.014,92
877	Eaux usées		1.000,00	250,00	156.904,55		158.154,55
879	Cimetières et Protect. Envir.	121.448,46	10.500,00	0,00	32.640,71		164.589,17
939	Logement / Urbanisme		0,00	0,00	10.944,58		10.944,58
999	Totaux exercice propre	3.653.791,43	1.552.988,58	3.190.885,49	1.296.131,41	0,00	9.693.796,91
	Résultat négatif exercice propre						229.056,57
999	Exercices antérieurs						20.515,10
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)						9.714.312,01
	Résultat négatif avant prélèvement						185.149,45
999	Prélèvements						0,00
999	Total général						9.714.312,01
	Résultat budgétaire négatif de l'ex.						

Le budget communal de l'exercice 2011 du service extraordinaire clôture aux montants suivants :

### **Recettes du service extraordinaire**

	FONCTIONS	TRANS- FERTS	INVESTIS- SEMENT	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
009	Général				0,00	0,00
059	Assurances	0,00		0,00		0,00
123	Administration générale	0,00		280.000,00		280.000,00
129	Patrimoine Privé	0,00	0,00	5.000,00		5.000,00
149	Calamités			0,00		0,00
360	Protection civile			15.000,00		15.000,00
369	Pompiers			0,00		0,00
399	Justice - Police	0,00		0,00		0,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	175.000,00	0,00	498.000,00		673.000,00
599	Commerce Industrie	0,00		0,00		0,00
729	Enseignement primaire	1.486.000,00	0,00	1.807.000,00		3.293.000,00
767	Bibliothèques publiques			0,00		0,00
789	Education populaire et arts	301.000,00		683.000,00		984.000,00
799	Cultes	0,00	0,00	27.374,28		27.374,28
839	Sécurité et assistance sociale	0,00		0,00		0,00
849	Aide sociale et familiale			0,00		0,00

	FONCTIONS	TRANS-FERTS	INVESTIS-SEMENT	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.	0,00		0,00		0,00
877	Eaux usées	876.064,20		762.911,40		1.638.975,60
879	Cimetières et Protect. Envir.	16.500,00		91.000,00		107.500,00
939	Logement / Urbanisme	0,00		0,00		0,00
999	Totaux exercice propre	2.854.564,20	0,00	4.169.285,68	0,00	7.023.849,88
	Résultat positif exercice propre					
999	Exercices antérieurs					1.368.842,21
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					8.392.692,09
	Résultat positif avant prélèvement					1.301.148,69
999	Prélèvements					2.500,00
999	Total général					8.395.192,09
	Résultat budgétaire positif de l'ex.					1.303.648,69

### **Dépenses du service extraordinaire**

	FONCTIONS	TRANS-FERTS	INVESTIS-SEMENT	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général	1.500,00			0,00	1.500,00
059	Assurances		0,00			0,00
123	Administration générale	0,00	280.000,00	0,00		280.000,00
129	Patrimoine Privé		5.000,00	0,00		5.000,00
149	Calamités			0,00		0,00
360	Protection civile	15.000,00				15.000,00
369	Pompiers	0,00				0,00
399	Justice - Police		0,00	0,00		0,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	0,00	673.000,00	0,00		673.000,00
599	Commerce Industrie		0,00			0,00
729	Enseignement primaire		3.293.000,00	0,00		3.293.000,00
767	Bibliothèques publiques		0,00			0,00
789	Education populaire et arts	0,00	985.000,00	0,00		985.000,00
799	Cultes	27.374,28	0,00	0,00		27.374,28
839	Sécurité et assistance sociale	0,00	0,00	0,00		0,00
849	Aide sociale et familiale		0,00			0,00
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.		0,00	0,00	0,00	0,00
877	Eaux usées	0,00	1.571.765,28	67.210,32		1.638.975,60



	FONCTIONS	TRANS-FERTS	INVESTIS-SEMENT	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
879	Cimetières et Protect. Envir.	15.000,00	92.500,00			107.500,00
939	Logement / Urbanisme		0,00	0,00		0,00
999	Totaux exercice propre	58.874,28	6.900.265,28	67.210,32	0,00	7.026.349,88
	Résultat négatif exercice propre					2.500,00
999	Exercices antérieurs					65.193,52
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					7.091.543,40
	Résultat négatif avant prélèvement					
999	Prélèvements					0,00
999	Total général					7.091.543,40
	Résultat budgétaire négatif de l'ex.					

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 14 voix pour et 5 abstentions, sur le budget communal de l'exercice 2011 des services ordinaire et extraordinaire.

-----

### **7. FINANCES – AVANCE DE TRESORERIE EN VUE DE FAIRE FACE AUX PAIEMENTS DE DEPENSES ORDINAIRES OBLIGATOIRES URGENTES EN ATTENDANT NOTAMMENT LA PERCEPTION DES TAXES ET REDEVANCE REPRISES AU BUDGET COMMUNAL DE L'EXERCICE 2011 - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la nécessité dans laquelle se trouve la commune de recouvrir à l'avance de trésorerie pour 2011 en vue de faire face au paiement de dépenses ordinaires obligatoires urgentes pour assurer la vie normale des établissements et services communaux, en attendant notamment la perception des taxes et redevances reprises au budget et centralisées à Dexia Banque;

**Vu** le Code la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

### **DECIDE : à l'unanimité**

De solliciter Dexia Banque aux fins ci-dessus, une avance de trésorerie pouvant s'élever au solde non encore perçu des 9/10 du montant des taxes et redevances précitées.

Cette opération sera réalisée aux conditions en vigueur pour les avances de trésorerie gagées par le disponible des recettes ordinaires communales centralisées à Dexia Banque.

Il est expressément entendu que Dexia Banque pourra affecter d'office au remboursement de l'avance précitée toute somme qui sera portée au compte courant de la commune du chef des recettes ordinaires avancées.

Et s'engage irrévocablement :

- à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'inviter à l'avenir – notamment dans les extraits de rôle, avertissements et toutes invitations à payer quelles qu'elles soient – tous les contribuables à verser directement tant pour l'exercice courant que pour les exercices ultérieurs, lesdites taxes et redevances directement au compte suivant ouvert à Dexia Banque n° 097 – 1542920 – 38 associé au n°091 – 0003837 – 83
- à faire parvenir sans délai à tous les contribuables les extraits de rôle et éventuellement les avertissements et toutes invitations à payer.
- à aviser d'office et sans retard Dexia Banque de toute modification, réduction ou suppression des taxes et redevances en cause.

-----

## **8. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE I.D.E.A. DU 22 DECEMBRE 2010 - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

**Considérant** l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale I.D.E.A. ;

**Considérant** que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 18 novembre 2010 ;

**Considérant** que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale I.D.E.A. du 22 décembre 2010 ;

**Considérant** que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'I.D.E.A.;

**Considérant** que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

**Considérant** toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- **Considérant** que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du plan stratégique 2011-2013 ;

*Considérant qu'en date du 17 novembre 2010, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de plan stratégique ;*

*Considérant que ce plan a fait l'objet d'une présentation aux conseillers communaux et provinciaux des communes et Province associées en date du 18 novembre 2010 à 17 heures et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux/provinciaux les informant que le projet de plan stratégique est consultable sur le site Web de l'I.D.E.A. ou disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes ;*

- **Considérant** que le **deuxième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le sous-secteur III.C « Câble » suite aux transferts de parts A Ter entre la Commune de Seneffe et la Ville de La Louvière ;
- **Considérant** que le **troisième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'I.D.E.A. et principalement la mission de rénovation urbaine qui se décline en version complète et allégée ;

*Considérant que le Conseil d'Administration du 17 novembre 2010 a approuvé les tarifs et se rapportant à la mission de rénovation urbaine - version allégée et à compléter le titre de la mission de rénovation sur la version complète en terme de participation ;*

## **LE CONSEIL DECIDE:**

### **Article 1 er :**

- d'approuver le plan stratégique 2011-2013.

**A l'unanimité**

### **Article 2 :**

- de marquer accord sur le transfert de 1.762 parts A Ter détenues par la Ville de La Louvière à la Commune de Seneffe avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011 ;
- de prendre en conséquence acte de l'adhésion de la Commune de Seneffe en qualité d'associé au sous-secteur III.C.

**A l'unanimité**

### **Article 3 :**

- d'approuver les tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'I.D.E.A., à savoir les tarifs pour la mission de rénovation urbaine - version allégée et de compléter le titre de la mission de rénovation sur la version complète en terme de participation.

**A l'unanimité**

#### **Article 4 :**

La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Intercommunale I.D.E.T.A., à Monsieur le Receveur Communal intérimaire, au Gouvernement provincial et au Ministre de tutelle des Intercommunales.

-----

#### **9. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE C.I.S.C.M. DU 22 DECEMBRE 2010 - APPROBATION**

##### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Considérant** l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale C.I.S.C.M.;

**Considérant** les dispositions du Code de la Démocratie locale;

**Considérant** que la Commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

- qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M. du 22 décembre 2010;
- que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;
- qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M.;

**Décide, à l'unanimité :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

- Le plan stratégique 2011 – 2013 de l'Intercommunale, pour l'année 2011.
- Le budget 2011 de l'Intercommunale.

#### **Article 2 :**

- De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 21/12/2010.

#### **Article 3**

- De charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

**Copie de la présente délibération sera transmise:**

- à l'Intercommunale C.I.S.C.M. (Fax : 065/31.96.84) ;

- au Gouvernement provincial;
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

-----

**10. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE C.H.U. AMBROISE PARE DU 23 DECEMBRE 2010 - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Considérant** l'affiliation de la commune de Jurbise à l'Intercommunale C.H.U. Ambroise Paré;

**Considérant** les dispositions du Code de la Démocratie locale;

**Considérant** que la commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

**Considérant** qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale C.H.U. Ambroise Paré du 16 décembre 2009;

**Considérant** que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

**Considérant** qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale C.H.U. Ambroise Paré;

**Décide, à 17 voix pour et 2 abstentions :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

- **le point 1 de l'ordre du jour :**  
Approbation du procès-verbal de la séance du 29 juin 2010.
- **le point 2 de l'ordre du jour :**  
Approbation de l'évaluation annuelle du rapport stratégique 2008 – 2010.
- **le point 3 de l'ordre du jour :**  
Approbation du budget de fonctionnement pour l'exercice 2011.

**Article 2 :**

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 21/12/2010 ;
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

**Copie de la présente délibération sera transmise :**

- à l'Intercommunale C.H.U. Ambroise Paré (Fax : 065/392896) ;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

-----

## **11. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE ITRADEC DU 23 DECEMBRE 2010 – APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** l'affiliation de la Commune à l'ITRADEC,

**Vu** les dispositions de la Nouvelle Loi communale,

**Vu** le décret relatif aux intercommunales wallonnes promulgué par le Gouvernement wallon le 05.12.1996,

**Vu** le décret du 19.07.2006 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et en particulier son article L1523-12,

**Décide :**

### **Article 1er :**

D'approuver le point 1 de l'ordre du jour, à savoir : Désignation des scrutateurs.

**A l'unanimité.**

D'approuver le point 2 de l'ordre du jour, à savoir : Plan stratégique 2011 – 2012 – 2013 – examen – approbation

**A l'unanimité.**

D'approuver le point 3 de l'ordre du jour, à savoir : Budget 2011 – examen – approbation

**A l'unanimité.**

D'approuver le point 4 de l'ordre du jour, à savoir : Désignation du Commissaire réviseur pour les années 2010 à 2012 – attribution du marché

**A l'unanimité.**

D'approuver le point 5 de l'ordre du jour, à savoir : Approbation du procès-verbal de la présente assemblée.

**A l'unanimité.**

### **Article 2**

- La présente délibération sera transmise à l'intercommunale ITRADEC, rue du Champ de Ghislage 1 – 7021 HAVRE – Fax : 065/87.90.80.

- au Gouvernement provincial.

- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

-----

## **12. MARCHE PUBLIC – MP 2010-53-SG-GU RELATIF A LA POSE DE FILETS D’EAU SUR UNE VOIRIE COMMUNALE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

Avant la présentation de ce point par l’Echevin des Travaux, la Présidente demande que soient apportées les modifications suivantes au Cahier spécial des charges :

- les termes « Procédure négociée sans publicité » remplacent systématiquement les termes « Adjudication publique ».
- page 6 : l’ouverture des offres se fait à huis clos et non en public, le 11/02/2011.
- page 7 : deux critères d’attribution ont été fixés : le prix (80pts) et le délai d’exécution (20pts). L’administration choisit l’offre régulièrement économique la plus avantageuse, et non pas la moins chère.

Mademoiselle MORCRETTE relève également une erreur dans le métré d’offres, au poste 13, où il convient de lire « tonne » et non « kg ».

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l’arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l’arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 2](#);

Vu le cahier général des charges, annexé à l’arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que [le Service Juridique](#) a établi un cahier des charges [N° 2010-53-SG-GU](#) pour le marché ayant pour objet “[Pose de filets d'eau sur une voirie communale](#)”;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “Pose de filets d'eau sur une voirie communale”, le montant estimé s'élève à 14.576,88 € hors TVA ou 17.638,02 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 421/73560:20100016.2010 (n° de projet 20100016);

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2010-53-SG-GU et le montant estimé du marché ayant pour objet “Pose de filets d'eau sur une voirie communale”, établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 14.576,88 € hors TVA ou 17.638,02 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 421/73560:20100016.2010 (n° de projet 20100016).

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**13. MARCHE PUBLIC – MP 2010-56-SG-GU RELATIF AU CURAGE DU RUISSEAU DU « PRES A CAMP » A HERCHIES – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;



Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 120](#);

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 2](#);

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que [le Service Juridique](#) a établi un cahier des charges N° MP 2010-56-SG-GU pour le marché ayant pour objet “[Curage d'un cours d'eau non navigable de 3ème catégorie](#)”;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “[Curage d'un cours d'eau non navigable de 3ème catégorie](#)”, le montant estimé s'élève à 9.913,50 € hors TVA ou 11.995,34 €, 21% TVA comprise,

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par [procédure négociée sans publicité](#);

Considérant que les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- Mazzucato S.A., de la Pierrette, 2 à 7061 Thieusies;
- E.T.H. SPRL, rue Pré du Pont 14 à 1370 Jodoigne;
- Moulard S.P.R.L., Mi-Anvaing, 84 à 7911 Montroeuil-au-Bois;
- Trans-Container, de Wallonie, 4/5 à 7011 Ghlin;
- EECOCUR S.A. - Environnement Ecologie Curage, rue de Tronquoy 47 à 5380 Fernelmont;
- QUINTELIER S.A., rue Provinciale 62 à 1301 Wavre;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget extraordinaire](#) de l'exercice 2010, article [482/73555:20100023.2010](#) (n° de projet 20100023), et que le supplément pour couvrir la dépense est prévu aux exercices antérieurs du budget 2011 ;

Considérant que ce crédit sera financé par [un emprunt](#) ;

#### **DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. MP 2010-56-SG-GU et le montant estimé du marché ayant pour objet “[Curage d'un cours d'eau non navigable de 3ème catégorie](#)”, établis par [le Service Juridique](#). Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 9.913,50 € hors TVA ou 11.995,34 €, 21% TVA comprise

Article 2. - Le marché précité est attribué par [procédure négociée sans publicité](#).

Article 3. - Les firmes suivantes seront consultées dans le cadre de la procédure négociée:

- Mazzucato S.A., de la Pierrette, 2 à 7061 Thieusies;
- E.T.H. SPRL, rue Pré du Pont 14 à 1370 Jodoigne;
- Moulard S.P.R.L., Mi-Anvaing, 84 à 7911 Montroeul-au-Bois;
- Trans-Container, de Wallonie, 4/5 à 7011 Ghlin;
- EECOCUR S.A. - Environnement Ecologie Curage, rue de Tronquoy 47 à 5380 Fernelmont;
- QUINTELIER S.A., rue Provinciale 62 à 1301 Wavre;

Article 4. - Les soumissions doivent parvenir à l'administration au plus tard le 3 février 2011.

Article 5. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 482/73555:20100023.2010 (n° de projet 20100023), et le supplément pour couvrir la dépense est prévu aux exercices antérieurs du budget 2011

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

#### **14. QUESTIONS ORALES**

Madame SENECAUT demande quelques éclaircissements au sujet du projet de diffuser en direct, via Internet, les séances du Conseil communal, et plus précisément en ce qui concerne le contrôle des commentaires qui pourront être laissés par des personnes mal intentionnées.

La Présidente lui apporte les éclaircissements recherchés.

Madame SENECAUT obtient également, à sa demande, quelques explications concernant le projet de parrainage des enfants du Conseil communal des Jeunes par les membres du Conseil communal.

Monsieur MULLER et Mademoiselle MORCLETTE souhaitent également faire savoir qu'ils ne cautionnent pas, suite à la parution d'un communiqué de presse du groupe CDH le 3 décembre 2010, la réponse fournie par la Présidente au sujet d'un marquage jaune de voirie réalisé à Vacresse.

-----

**HUIS CLOS**

-----

**PAR LE CONSEIL,**

Le Secrétaire ff,

La Présidente,